



### **Les médecins résidents, plus d'un millier selon les estimations des organisateurs, ont tenu un sit-in, dans la matinée d'hier, à l'hôpital Maillot de Bab El Oued.**

«La mobilisation est toujours de vigueur. Preuve en est le nombre important de confrères venus manifester aujourd'hui», affirme le docteur Toufik Yelles, délégué du Collectif autonome des médecins résidents algériens (Camra).

Et, en dépit des déclarations optimistes de la tutelle à la suite de la réunion qui a eu lieu dimanche, l'heure est au scepticisme et à l'attente du côté des blouses blanches. «Les débats tournent autour des mesures annoncées par le ministre, qui ne sont pour la plupart que d'ordre pécuniaire», explique le représentant du Camra.

«Nous ne sommes pas des tubes digestifs, contrairement à ce que semble signifier le ministre. Nous avons d'autres revendications qui ont trait à la dignité même du médecin et du malade, ainsi qu'à l'efficacité du système sanitaire algérien», ajoute le docteur Yelles.

Au cours de la réunion, peu de place a été accordée par le ministre au service civil, pourtant «préalable à toutes négociations». Et le Camra de fustiger encore une fois les «déclarations d'intentions dilatoires», de la tutelle, tout particulièrement l'installation, lundi prochain, d'une «commission de sages afin de discuter encore une fois de la politique du service civil». Pourtant, de nombreuses mesures incitatives pour l'activité en zones reculées ont été promises par le ministre. «Si, effectivement, un tel programme devait être concrétisé, le service civil ne serait ipso facto, plus considéré comme une obligation par les résidents et spécialistes. Tout simplement parce que nombre d'entre eux choisiraient d'eux-mêmes de s'installer dans ces mêmes zones reculées», prédit le délégué du Camra. Alors, quid de la grève, toujours en vigueur, initiée le 7 mars ?

Les résidents, avant de se positionner définitivement quant à cette question, attendent l'issue, demain, des travaux de la commission – encore une – qui doit se pencher sur l'examen des projets du statut particulier des spécialistes.

Raison pour laquelle les résidents préfèrent temporiser une quelconque prise de décision quant à la poursuite ou non de leur grève, ou encore la suite à donner à leur mouvement de revendication. «Les assemblées générales consultatives doivent se tenir jeudi au sein de chaque service, où l'ensemble des résidents se prononceront. Par la suite, le conseil national se réunira vendredi ou samedi, afin de faire le bilan des votes, et ainsi prendre une décision finale», expose le délégué.

Pourtant, selon les premiers feedbacks dans les différents services, l'esprit n'est pas tout à fait à la reprise.

«Les avis sont, certes, divisés. Mais les échos que nous avons sont pour la poursuite de la grève illimitée», confie le docteur Yelles.